



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Guinée : La reprise des arrestations arbitraires

10 JUILLET 2024

Nous avons appris avec consternation l'enlèvement dans la nuit du 9 au 10 juillet 2024 de **Mamadou Billo Bah**, Coordinateur de TLP-Guinée et responsable des antennes et de la mobilisation du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), et **Oumar Sylla dit « Foniké Menguè »**, Coordinateur national du FNDC. Tous deux ont été arrêtés à leur domicile, à Conakry, par des militaires encagoulés armés dont certains en tenues civiles.

Nous constatons que cet enlèvement n'a aucune base légale et leur détention au siège de la direction des investigations judiciaires de la Gendarmerie est injustifiée, étant donné qu'à ce jour, ils n'ont toujours pas été informés des faits qui leur sont reprochés et n'ont pas eu accès à leur avocat. **Nous exigeons donc leur libération immédiate et inconditionnelle.**

Ce n'est pas la première fois que les autorités de transition procèdent à des arrestations arbitraires. De nombreux défenseurs des droits humains et membres du FNDC Guinée en sont régulièrement victimes. **Mamadou Billo Bah** et **Oumar Sylla** ont ainsi déjà été détenus respectivement 4 et 10 mois depuis le coup d'État de septembre 2021, ils avaient finalement été libérés et acquittés en mai 2023. La reprise des arrestations est inquiétante et intervient à un moment où les organisations de la société civile se mobilisent pour le

rétablissement des fréquences des médias injustement retirées et pour dénoncer les dérives de la transition militaire.

Les organisations signataires appellent également les autorités à cesser leurs attaques contre les défenseurs des droits humains et à garantir les droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association dans le pays, conformément aux textes fondamentaux et aux engagements internationaux pris par la Guinée.

Signataires :

1. ACAT-France
2. ActionAid France
3. AfricanDefenders
4. Agir ensemble pour les droits humains
5. Avocats Sans Frontières Belgique
6. Attac France
7. Coalition Sénégalaise des Défenseurs des Droits Humains (COSEDDH)
8. Coalition Togolaise des Défenseurs des Droits Humains (CTDDH)
9. CRID
10. Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH), dans le cadre de l'Observatoire pour la Protection des Défenseurs des Droits Humains
11. FrontLine Defenders
12. Institut des Médias pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IM2DH)
13. Internet Sans Frontières (ISF)
14. Justice et Paix France
15. Organisation mondiale contre la torture (OMCT), dans le cadre de l'Observatoire pour la Protection des Défenseurs des Droits Humains
16. Réseau Nigérien des Défenseurs des Droits Humains (RNDDH)
17. Tournons La Page (TLP)
18. Y en a marre